

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Violences et harcèlement en milieu scolaire : l'urgence de promouvoir la lutte

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

PRÈS d'un élève sur trois dans le monde est victime de harcèlement scolaire. Dans le cas spécifique du Gabon, 12,9 % d'enfants seraient victimes de violences à l'école. Ces chiffres révélés par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) montrent à suffisance que le phénomène de violence et de harcèlement en milieu scolaire est une réalité qui tend malheureusement à prendre de l'ampleur. D'où l'instauration d'ailleurs de la journée internationale contre la violence et le harcèlement en milieu scolaire, célébrée chaque premier jeudi du mois de novembre à travers le monde. Sous le thème "Non aux harcèlements pour une scolarité épanouie", l'occasion était donnée hier aux organismes internationaux, et acteurs de lutte contre le harcèlement scolaire de sensibiliser la communauté éducative et parentale sur ce phénomène. Au Gabon, l'évènement est passé sous silence, du fait du contexte sanitaire actuel (les établissements scolaires



Marie-Florentine Ndembet, coordinatrice générale de l'Ong CCHS lors d'une sensibilisation dans un établissement scolaire avant le Covid.

étant encore fermés). Toutefois, certains acteurs de lutte contre ce phénomène, à l'instar des membres de l'Ong "Cri de cœur contre le harcèlement en milieu scolaire" (CCHS) ont rappelé combien la prévention et la lutte contre le harcèlement sont fondamentales pour permettre aux élèves d'avoir une scolarité épanouie. "Le harcèlement en milieu scolaire est une réalité et affecte un nombre considérable des enfants. Nous en tant qu'acteurs de lutte contre ce phénomène, nous avons touché du doigt cette réalité dans les établissements scolaires de Libreville et même de

l'arrière-pays. Ces violences ont des répercussions négatives considérables, notamment sur les résultats scolaires, la santé mentale, et la qualité de vie en général, d'où l'urgence d'y remédier", a fait savoir Marie-Florentine Ndembet, coordinatrice générale de l'Ong CCHS. Parce que la violence en milieu scolaire sous toutes ses formes porte atteinte aux droits des enfants et des adolescents, à l'éducation, à la santé et au bien-être, les parents et la société civile, y compris les Ong et autres parties prenantes sont invités à promouvoir ce combat. Et le plus tôt serait le mieux.

Octobre rose : l'engagement de l'Infass

R.H.A
Libreville/Gabon

L'INSTITUT national d'action sanitaire et sociale (Infass) s'engage à informer, normaliser, former, anticiper, sensibiliser, sauver des vies. C'est ce qu'on retient de l'édition 2020 d'Octobre Rose au sein de cet établissement spécialisé. Vendredi dernier, le personnel féminin et les étudiants de l'Infass dont la responsable, Noëlle Avomo Obame épouse Ella Obounou, se sont engagés dans la bataille des cancers féminins en organisant une séance de sensibilisation. Cette lutte passe aussi par la transmission de l'information. L'occasion de cette campagne était donc indiquée pour la directrice générale de dresser le



Le personnel de l'Infass à l'école des cancers féminins.

L'occasion de cette campagne était donc indiquée pour la directrice générale de dresser le tableau sombre de cette maladie sur la gent féminine.

tableau sombre de cette maladie sur la gent féminine. Pour mieux diffuser le message, Mme Avomo Obame a intégré un cours sur les cancers féminins dans le programme des étudiants. Environ 300 membres de l'Infass ont été sensibilisés durant cette campagne. "Nous avons pensé que nous devons intensifier cette lutte au sein de l'Institut, mais en l'intégrant dans un contexte de formation. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons appelé cette campagne "Forme cancer". Nous avons organisé sur l'ensemble des filières en cours de formation aujourd'hui le passage du cours sur les cancers féminins. De telle sorte que l'Infass puisse atteindre l'objectif qu'il s'est assigné, c'est-à-dire informer sur la problématique des cancers féminins", explique la directrice générale de l'établissement.

Le clin d'œil de *lybek*



Adéquation formation-emploi : lancement du secrétariat de l'orientation



Les autorités lors du lancement officiel du secrétariat d'orientation scolaire, universitaire et professionnel.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

C'EST désormais officiel. Le secrétariat d'orientation scolaire, universitaire et professionnel a été lancé par le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et du Transfert des technologies, Pr

Frédéric Tom Mambenga Ylagou. C'était vendredi dernier à l'auditorium de l'Institut universitaire des sciences de l'organisation (IUSO). Au cours d'une conférence de presse à laquelle ont pris part les représentants de l'association des parents d'élèves, des mutuelles étudiantes et des membres du Conseil national de la jeunesse. M. Mambenga Ylagou a décliné les

grandes lignes de cette structure en expliquant qu'"il s'agit d'un organe essentiel qui va désormais s'appliquer à procéder à la mise en place de tous les processus de suivi de l'apprenant du primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Ce secrétariat de l'orientation émane des états généraux de l'éducation nationale de 2010 et actualisé par la loi d'orientation qui fixe les principes fonctionnels et réglementaires de tous les systèmes éducationnels, publics, privés au Gabon". Soucieux de s'arrimer aux standards internationaux, ce secrétariat d'orientation s'appuie sur le système gabonais de gestion de l'orientation. Pour le président de l'association des parents d'élèves, Martin Kokou Ossey, "nous avons constaté que nos enfants allaient dans les filières qu'ils ne maîtrisaient pas, et bon nombre, sortis de là, n'ont pas pu avoir des métiers professionnalisants. D'où le taux de chômage que nous constatons aujourd'hui".